

DREAL

CB AP → SBI + cedue
+ MaS rubriques
SBI



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU GARD

DREAL - LR

25 MARS 2013

SUBDIVISION NIMES

Préfecture
Direction des Relations

avec les Collectivités Territoriales
Bureau des procédures environnementales

Réf : BPE/LBA - DL/2013-
Affaire suivie par : Danielle LANCY
Tél. : 04.66.36.43.06
Télécopie : 04.66.36.40.64
e-mail : danielle.lancy@gard.gouv.fr

NIMES, le

15 MARS 2013

ARRETE PREFECTORAL N° 13-030N COMPLEMENTAIRE

à l'arrêté préfectoral n° 72-106N du 20 juillet 1972 autorisant initialement la société **EXPANSIA** à exploiter à **ARAMON** une usine de fabrication de produits chimiques.

LE PREFET DU GARD,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement notamment l'article L513 ;
- VU le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;
- VU le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012, modifiant la nomenclature des ICPE et créant la rubrique 1132 : pour les substances ou préparations dangereuses présentant des effets graves pour la santé ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 72-106N du 20 juillet 1972 autorisant initialement la société **EXPANSIA** à exploiter à **ARAMON** une usine de fabrication de produits chimiques ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 07-101N du 4 octobre 2007 complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 72.106N du 20 juillet 1972 précité et réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la **société EXPANSIA** pour l'exploitation de l'usine de fabrication de produits chimiques qu'elle exploite sur le territoire de la commune **d'ARAMON** ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 11-032N du 06 avril 2011 complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 72-106N du 20 juillet 1972 précité ;
- VU la demande d'antériorité faite par l'exploitant en date du 11 octobre 2012 et complétée le 29 novembre 2012 ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 février 2013 ;
- CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre acte du bénéfice de l'antériorité acquise par l'exploitant pour la rubrique 1132 en modifiant l'article 1.4 l'arrêté préfectoral n° 07-101N du 4 octobre 2007 ;
- Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Gard ;

ARRETE :

ARTICLE 1. PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS PREALABLES.

La **Société EXPANSIA**, dont le siège social se trouve Z.I de la vigne aux loups - 23, rue Bossuet - BP 181 - 91160 LONGJUMEAU CEDEX est tenue de respecter les dispositions contenues dans le présent

arrêté, pour l'exploitation de son usine de fabrication de produits chimiques d'**ARAMON**, autorisée par les arrêtés et récépissés préfectoraux susvisés.

ARTICLE 2. MODIFICATION

Le tableau de classement figurant à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral n° 07-101N du 4 octobre 2007 complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 72-106 N du 20 juillet 1972 précité, ainsi que l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 11-032N du 06 avril 2011 sont abrogés et remplacés par le tableau de classement suivant :

Article 2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations.

| <i>Désignation des activités</i> | <i>Volume et emplacement des activités</i> | <i>Nomenclature I.C.P.E Rubriques concernées</i> | <i>Régime</i> |
|--|---|--|---------------|
| Fabrication industrielle de substances et préparations très toxiques telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement : - 0,1 tonne. - <i>dans les ateliers 11, 13, 71, 74, 75.</i> | 1110-2 | A |
| Emploi ou stockage de substances et préparations solides très toxiques telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement : - 500 kg - <i>dans les dépôts et ateliers 90B, 90G, 90I, 92J, 11, 13, 71, 72, 73, 74, 75, 4.1 (pesées).</i> | 1111-1c | D |
| Emploi ou stockage de substances et préparations liquides très toxiques telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement : - 6 tonnes - <i>dans les dépôts et ateliers 90G, 92J, 96B, 11, 13, 71, 74, 75, 4.1 (pesées).</i> | 1111-2-b | A |

| <i>Désignation des activités</i> | <i>Volume et emplacement des activités</i> | <i>Nomenclature I.C.P.E Rubriques concernées</i> | <i>Régime</i> |
|---|---|--|---------------|
| Emploi ou stockage de substances et préparations gaz ou gaz liquéfiés très toxiques telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement: - 50 kg - <i>dans les dépôts et ateliers 90B, 90I, 11, 13, 71, 74, 75.</i> | 1111-3-b | A |
| Fabrication industrielle de substances et préparations toxiques telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement: - 0,4 tonne - <i>dans les ateliers 11, 13, 71, 74, 75.</i> | 1130-2 | A |
| Emploi ou stockage de substances et préparations solides toxiques telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement : - 3 tonnes - <i>dans les dépôts et ateliers 90B, 92I, 92J, 11, 13, 71, 72, 73, 74, 75, MG, 4.1 (pesées).</i> | 1131-1c | D |
| Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques liquides telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement : - 10 tonnes - <i>dans les dépôts et ateliers : 90B, 90G, 90I, 92J, 11, 13, 71, 74, 75, MG, 4.1 (pesées) .</i> | 1131-2- b | A |
| Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques gaz ou gaz liquéfiés telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement : - 1 tonne - <i>dans les dépôts et ateliers 90B, 11, 13, 71, 74, 75.</i> | 1131-3-c | D |

| <i>Désignation des activités</i> | <i>Volume et emplacement des activités</i> | <i>Nomenclature I.C.P.E Rubriques concernées</i> | <i>Régime</i> |
|---|---|--|---------------|
| Emploi ou stockage de Toxiques présentant des risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement : | | |
| 1 substances et mélanges solides | Inférieure à 5 tonnes | 1132 B1 | NC |
| 2. substances et préparations liquides | Inférieure à 1 tonne | 1132 B2 | NC |
| Emploi ou stockage de l'ammoniac : | Quantité maximale susceptible d'être présente : | | |
| - Stockage en récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg | - 5 x 470 = 2 350 kg dans le dépôt 95A | 1136-A-1-b | A |
| - Stockage en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg | - 50 kg dans le dépôt 90B - 50 kg dans les ateliers 11, 13, 71, 74, 75. | 1136-A-2 | NC |
| - Emploi de l'ammoniac | | 1136-B | NC |
| Emploi ou stockage de chlorure d'hydrogène anhydre liquéfié | Quantité maximale susceptible d'être présente : | | |
| - Stockage en capacités unitaires inférieures ou égales à 37 kg | - 10 x 37 = 370 kg dans le dépôt 90B | 1141-3-b | D |
| Emploi de chlorure d'hydrogène anhydre liquéfié en capacités unitaires inférieures ou égales à 37 kg | - au plus 370 kg dans les ateliers 11, 13, 71, 74, 75. | 1141-3-b | D |
| Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques particulières : Sulfate de diéthyle et Sulfate de diméthyle | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement : - 600 kg - dans les dépôts et ateliers 90B, 90C, 90I, 90G, 90F, 92J, 11, 13, 71, 74, 75 ; - dans les bâtiments 4.1 (salle de pesée) et 4 (magasin) | 1150-1-b | A |

| <i>Désignation des activités</i> | <i>Volume et emplacement des activités</i> | <i>Nomenclature I.C.P.E Rubriques concernées</i> | <i>Régime</i> |
|--|---|--|---------------|
| Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques particulières : nickel sous forme de poudre de métal | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement : - 270 kg - dans les dépôts et ateliers 92I, 13, 75, 4.1 (pesées). | 1150-5-b | A |
| Fabrication industrielle de substances dangereuses pour l'environnement - très toxiques pour les organismes aquatiques - A toxiques pour les organismes aquatiques – B | Quantité maximale susceptible d'être présente : - 2,5 tonnes dans les ateliers 11, 13, 71, 74, 75 - 2,5 tonnes dans les ateliers 11, 13, 71, 74, 75 | 1171-1-b 1171-2-b | A A |
| Stockage et emploi de substances dangereuses pour l'environnement - A très toxiques pour les organismes aquatiques | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement : - 29 tonnes - dans les dépôts et ateliers 90B, 90G, 90I, 91G, 11, 13, 71, 74, 75. | 1172 | NC |
| Stockage et emploi de substances dangereuses pour l'environnement - B - toxiques pour les organismes aquatiques | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement: - 30 tonnes - dans les dépôts et ateliers 90B, 90G, 90I, 11, 13, 71, 74, 75 | 1173 | NC |
| Fabrication industrielle de composés organohalogénés | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement : - 4 tonnes - dans les ateliers 11, 13, 71, 74, 75 | 1174 | A |

| <i>Désignation des activités</i> | <i>Volume et emplacement des activités</i> | <i>Nomenclature I.C.P.E Rubriques concernées</i> | <i>Régime</i> |
|--|---|--|---------------|
| Emploi de liquides organohalogénés pour le dégraissage, la mise en solution, l'extraction... à l'exclusion du nettoyage à sec et du dégraissage des produits textiles visés par la rubrique 2345 et du dégraissage des métaux visés par la rubrique 2564 | Quantité maximale susceptible d'être présente : - 35 tonnes - <i>dans les ateliers 11, 13, 71, 74, 75</i> | 1175-1 | A |
| Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg | la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg | 1185- 2. a | DC |
| Stockage ou emploi d'hydrogène | Quantité maximale susceptible d'être présente : - 95 kg - <i>dans les dépôts et ateliers 95B, 13, 75</i> | 1416 | NC |
| Stockage et emploi d'oxyde d'éthylène | Quantité maximale susceptible d'être présente : - 4,3 tonnes - <i>dans les dépôts et ateliers 90C, 11, 13, 71, 74</i> | 1419-B-3 | D |
| Emploi ou stockage d'amines inflammables | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement : - 250 kg - <i>dans les dépôts et ateliers 90B, 11, 13, 71, 74, 75</i> | 1420-2 | A |

| <i>Désignation des activités</i> | <i>Volume et emplacement des activités</i> | <i>Nomenclature I.C.P.E Rubriques concernées</i> | <i>Régime</i> |
|--|---|--|---------------|
| Fabrication industrielle de liquides inflammables | Quantité maximale susceptible d'être présente : - 4 tonnes - dans les ateliers 11, 13, 71, 74, 75, 76 | 1431 | A |
| Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables | Quantité maximale totale susceptible d'être présente dans l'établissement : - 760 m³ - dans les dépôts 90I, 92A, 92J, 92M, 90A, 90G, 90J, 91G, 95C, 90B, 90C, 90E, 90F, 92B1, 92C, 92D, 92B4, 95E | 1432-2-a | A |
| Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables | Quantité maximale susceptible d'être présente : 53 tonnes | 1433-B-a | A |
| Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables : - Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles - Installation de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation | Débit maximum équivalent des installations : - < 20 m³ - dans les dépôts 90F, 92B3, 92B4, 90H, 95D | 1434-1-b 1434-2 | D A |
| Emploi ou stockage de solides facilement inflammables | Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'établissement : - 5 tonnes - dans les ateliers 92I, 11, 71, 74, 75, 4.1 (pesées) | 1450-2-a | A |
| Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans les entrepôts couverts | Volume = 5900 m³ - dans le bâtiment 4 | 1510-2 | D |

| <i>Désignation des activités</i> | <i>Volume et emplacement des activités</i> | <i>Nomenclature I.C.P.E Rubriques concernées</i> | <i>Régime</i> |
|--|--|--|---------------|
| Emploi ou stockage d'acide : - acétique à plus de 50 % en poids d'acide ; - chlorhydrique à plus de 20 % ; - formique à plus de 50 % ; - nitrique à plus de 25 %, mais moins de 70 %, - picrique à moins de 70 %, - sulfurique à plus de 25 % . anhydride acétique. | Quantité maximale susceptible d'être présente : - 100 tonnes - <i>dans les dépôts et ateliers 92A, 11, 13, 71, 74, 75, 96D.</i> | 1611-2 | D |
| Emploi ou stockage de lessive de soude ou potasse caustique, le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. | Quantité maximale susceptible d'être présente : - 86 tonnes <i>dans les dépôts et ateliers 92A, 95C, 11, 13, 71, 74, 75</i> | 1630 | NC |
| Emploi ou stockage de substances ou préparations réagissant violemment au contact de l'eau | Quantité maximale susceptible d'être présente : - 18,3 tonnes - <i>dans les dépôts et ateliers 90B, 11, 13, 71, 74.</i> | 1810-3 | D |
| Fabrication de composés organiques sulfurés | <i>Dans les ateliers 11, 13, 74, 71</i> | 2620 | A |
| Combustion. Lorsque l'installation consomme exclusivement ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, etc.... | Puissance totale : - 5,6 MW <i>2 chaudières au gaz naturel installées dans le bâtiment 2, Atelier 22</i> | 2910-A-2 | D |

| <i>Désignation des activités</i> | <i>Volume et emplacement des activités</i> | <i>Nomenclature I.C.P.E Rubriques concernées</i> | <i>Régime</i> |
|---|---|--|---------------|
| Procédés de chauffage utilisant comme fluides caloporteurs des corps organiques combustibles : La température d'utilisation étant égale ou supérieure au point éclair des fluides. | Quantité totale de fluide : - < 1 000 litres - <i>Installé dans l'atelier 13</i> Le point de feu du fluide est de 190°C min | 2915-1-b | D |

ARTICLE 3. AFFICHAGE ET COMMUNICATION.

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie d'Aramon et pourra y être consultée,
- ce même arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 4. COPIES.

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard, le Directeur Régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, région Languedoc-Roussillon, inspecteur des installations classées et le maire d'Aramon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Pour le Préfet,
 le secrétaire général

 Jean-Philippe d'ISSERNIO

Recours : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de NIMES conformément aux dispositions des articles L514-6 et R514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement (annexe1).

Article L514-6 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement

(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 148 Journal Officiel du 28 février 2002)
(Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 art. 31 III 15° Journal Officiel du 3 juillet 2003)
(Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 art. 31 III 15° Journal Officiel du 3 juillet 2003)
(Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 art. 15 Journal Officiel du 6 janvier 2006)
(Ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 art. 34 III Journal Officiel du 9 décembre 2005 en vigueur le 1er juillet 2007)
(Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 art. 15 Journal Officiel du 6 janvier 2006)
(Ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009 art. 10 et Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 art. 211)

I. - Les décisions prises en application des articles L512-1, L512-3, L512-7-3 à L512-7-5, L512-8, L512-12, L512-13, L512-20, L513-1 à L514-2, L514-4, du I de l'article L515-13 et de l'article L516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - Abrogé

III. - Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. - Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.